



***M. Tidiane Diouwara**, lors de son allocution au Forum de Marrakech*

VERSION FINALE DE LA DECLARATION DE MARRAKECH A L'OCCASION DU FORUM DES MEDIAS SUR LE CONTINENT AFRICAIN

Les participants au Forum des médias sur le continent africain "image et opportunités d'investissement", ont souligné le samedi 19 décembre 2015, à Marrakech, que l'avenir de l'Afrique et son progrès dépendent de l'émergence d'institutions médiatiques fortes, libres et indépendantes.

Vers des médias libres, pluralistes et indépendants pour l'avenir de l'Afrique

Nous, participants au Forum des médias sur le continent africain, qui a tenu ses assises à Marrakech, du 17 au 19 décembre 2015, sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohamed VI, que Dieu l'assiste, et a été organisé en partenariat avec le ministère de la Communication du Royaume du Maroc et avec l'Organisation de la coopération islamique (OCI), sous le thème « Image du continent africain et opportunités d'investissement»,

Se basant sur la résolution 9/6-INF pertinente à la recommandation des ministres de l'information de l'Organisation de la conférence islamique lors de sa 9ème session tenue en République Gabonaise, les 19 et 20 avril 2012, concernant la convocation d'un « Forum des médias dédié au continent africain afin de mettre en évidence les potentialités du continent à tous les niveaux» ;

Se référant à l'alinéa 1-I de la résolution 9/6-INF qui prévoit «la tenue d'un forum d'information, abrité par l'un des Etats africains membres de l'Organisation de la Coopération Islamique, et traitant des médias afin d'examiner les opportunités d'investissement et de mettre l'accent sur les potentialités immenses que recèlent ces Etats, dans le but de promouvoir l'image de l'Afrique dans les médias et d'éliminer les stéréotypes négatifs qui présentent le continent comme une région où règnent la pauvreté et l'instabilité» ;

Conscients de l'importance stratégique du rôle des médias dans l'édification des sociétés et de son impact sur le développement global, en plus de la capacité à améliorer l'image du continent africain dans les médias et au regard de l'opinion internationale ;

Egalement conscients de l'ampleur des défis à relever par le continent africain du point de vue de la réalisation de ses objectifs de développement durable, de la prospection des opportunités d'investissement dans les pays du continent et des voies et moyens permettant d'en tirer profit ;

S'inspirant des principes et valeurs qui prônent et consacrent l'esprit de coopération, la solidarité et la tolérance entre les Etats africains ;

Au terme d'amples débats et discussions liées à l'image de l'Afrique dans les médias, à la situation des institutions médiatiques en Afrique, aux défis de la liberté d'expression, au pluralisme, à l'indépendance, à la protection des journalistes et au rôle des médias en matière de coopération sud-sud, affirmons et proclamons ce qui suit :

Nous saluons les efforts déployés par l'Organisation de la coopération islamique en faveur du continent africain, en particulier dans le domaine médiatique, destinés à mettre en valeur les potentialités de ce continent à tous les niveaux et à contribuer à l'amélioration de son image.

L'avenir du continent africain de façon générale, sa sécurité, son essor et son progrès dépendent de l'émergence d'institutions médiatiques fortes, libres et indépendantes, et de ce fait, nous appelons à l'élargissement de la coopération mutuelle entre les Etats africains dans le domaine des médias et de la presse.

Le droit des peuples africains à l'information implique la garantie du droit des journalistes africains d'accéder aux sources de l'information, et la réglementation de l'accès à l'information

La lutte contre les stéréotypes négatifs sur l'Afrique, qui persistent toujours dans les médias africains et internationaux, au mépris de la déontologie de la profession et en rupture totale avec l'image réelle, dépend de la conjugaison des efforts des femmes et hommes parmi les représentants des médias africains.

Nous refusons catégoriquement la transformation de l'Afrique en un continent qui ne fait que recevoir des leçons des autres, et affirmons que l'Afrique fait originellement partie du monde libre, sans aucun complexe d'infériorité ou de dépendance vis-à-vis d'un passé colonial révolu que certains s'évertuent à vouloir nous présenter comme une référence ; nous appelons également à la consécration d'un monde multipolaire à travers le lancement d'initiatives visant à faire entendre la voix de l'Afrique au monde libre. Le rétablissement de la confiance en soi du continent africain dépend de l'exploitation des opportunités inhérentes à la révolution numérique et aux nouvelles technologies, tout en insistant sur le droit de l'Afrique à un accès sécurisé à l'internet.

L'appel à rendre justice à la femme dans le paysage médiatique africain et au renforcement de sa présence, surtout au niveau de la prise des décisions.

Nous considérons que les journalistes sont la conscience de la société et le porteur de leurs messages au monde extérieur, d'où la nécessité de soutenir les organisations professionnelles, notamment les syndicats et les instances corporatives afin de renforcer la protection des journalistes, en plus de la condamnation des agressions dont ces journalistes sont régulièrement les victimes.

Nous insistons sur le rôle des médias dans la lutte contre toutes les formes de violence, de discrimination raciale, de terrorisme et de crimes contre l'humanité, ainsi que dans la lutte contre l'incitation à la haine contre les religions en général, et l'Islam en particulier, et contre l'atteinte aux symboles des religions.

Nous exprimons notre appui inconditionnel au peuple palestinien dans sa lutte pour l'instauration de son Etat indépendant, avec comme capitale Al Qods. Les participants condamnent également les agressions israéliennes commises au préjudice du bon droit du peuple palestinien, et invitent toutes les institutions médiatiques africaines à appuyer et à défendre la cause palestinienne sur le plan médiatique du fait qu'il s'agit d'une juste cause.

Nous apprécions à sa juste valeur l'initiative marocaine consistant à intégrer les médias dans les efforts de développement et de renaissance de l'Afrique, et saluons l'initiative de lancement du centre africain de formation à Oujda, et la création de la Fédération atlantique des agences de presse africaines (FAAPA).

Nous saluons l'observatoire africain de la liberté de la presse, établi dans le cadre de la coopération entre le Royaume du Maroc et la République de la Côte d'Ivoire. Cet observatoire a été lancé en octobre 2015 et dont le siège sera à Abidjan avec une coprésidence maroco-ivoirienne.

Nous saluons les initiatives des syndicats africains dans le cadre de la Fédération internationale des journalistes, pour le renforcement de la protection des journalistes.

Nous appelons à faire évoluer les méthodes et programmes relatifs à la formation et à la formation continue dans le domaine de la presse et des médias, en plus de l'appel au développement et au renforcement des capacités des

journalistes et des institutions de presse qui s'intéressent aux questions qui interpellent le continent africain et aux opportunités d'investissement en Afrique.

Intégrer la dimension médias et communication dans l'approche stratégique des projets économiques, de développement et d'investissement tout en encourageant la création d'agences professionnelles spécialisées qui veilleront à la collecte des données et des informations concernant l'investissement.

Œuvrer à la création de réseaux qui soient à même de fournir les informations précises et techniques dont les entrepreneurs et les investisseurs ont besoin au plan local et sur le terrain.

Nous appelons à appuyer les efforts de promotion de la liberté de la presse dans le continent africain à travers un appui conséquent à la liberté de la presse et des médias et le renforcement des capacités des institutions médiatiques, tout en encourageant la conclusion de conventions de partenariat entre les instances syndicales dans le domaine de la presse et des médias et les instances professionnelles parmi les Etats africains membres de l'OCI, afin de conjuguer les efforts en la matière et de proposer des politiques publiques appropriées par rapport aux médias et à la promotion de la liberté de la presse dans les Etats africains.